



**LA COUR DES COMPTES CONFIRME  
LE CHOIX STRATÉGIQUE DE LA FRANCE DE PARIER SUR L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE**

**1) Sur demande du Gouvernement, la Cour des Comptes a rendu un rapport inédit et transparent sur notre filière nucléaire.**

- Suite à la catastrophe de Fukushima, **le Gouvernement a demandé à la Cour des Comptes, organe indépendant et objectif, d'expertiser le coût de la filière nucléaire depuis sa création en France.** Avec la publication de ce rapport mardi 31 janvier 2012, **le Gouvernement a tenu son engagement de transparence envers nos concitoyens.** Ce rapport n'a pas vocation à prendre position, c'est-à-dire justifier ou non l'intérêt de la filière nucléaire, mais à mettre à disposition de tous nos concitoyens **une série de données objectives qui n'étaient pas chiffrées jusqu'à présent.** C'est un travail inédit qui a été fait, au service de l'intérêt des Français, et pour éclairer les choix stratégiques des hommes politiques.
- **Ce rapport évalue à 228 milliards € les investissements publics et privés** réalisés depuis la création de la filière française d'électricité nucléaire. Notamment :
  - Le montant total de la construction des installations nécessaires à la production d'électricité nucléaire est chiffré à 121 milliards d'euros et le parc actuel, composé de 58 réacteurs, a coûté à lui seul 96 milliards.
  - Les charges d'exploitation étaient de 8,9Mds€ en 2010 pour le parc de 58 réacteurs et sont appelées à augmenter en raison du renforcement de la sûreté et du nécessaire renouvellement des effectifs dans la filière. La Cour des Comptes a calculé que les dépenses de maintenance des installations nucléaires allaient plus que doubler sur la période 2011-2025, à 3,7 milliards par an en moyenne, contre 1,7 milliard en 2010.
  - Les coûts du traitement et du stockage des déchets radioactifs sont estimés à 28,4Mds fin 2010.

**2) Le rapport de la Cour des comptes valide notre choix stratégique d'investir dans le nucléaire.**

- **Vouloir remettre en cause notre filière nucléaire, c'est anéantir d'un trait de plume plusieurs décennies d'investissements de la Nation, chiffrés à 228 milliards €** selon la Cour des Comptes. **Ce parc nucléaire, c'est le patrimoine énergétique de la Nation. Vouloir le démanteler, c'est brader ces plus de 200 milliards d'investissements consentis depuis plus de 40 ans.**  
Ces chiffres montrent très clairement que soutenir la filière nucléaire, ce n'est **pas un combat idéologique.** **En 50 ans, les gouvernements de gauche comme de droite ont tous investi dans cette énergie.**

- **Le coût de l'entretien et de l'amélioration de la sûreté de notre parc nucléaire est important, mais reste très inférieur à celui d'un démantèlement de notre filière nucléaire** : le Commissariat à l'énergie atomique a publié, mardi 31 janvier, une étude qui montre **qu'une sortie complète du nucléaire coûterait entre 530 et 772 milliards d'euros, soit environ le triple d'un maintien du nucléaire à son niveau actuel**. Stopper net un investissement de 228 milliards d'euros qui s'est étalé sur un demi-siècle pour un démantèlement qui en coûterait le triple serait véritablement un non-sens économique. Malgré une inévitable augmentation des prix de l'électricité, liée à l'amélioration du niveau de sécurité de nos usines, **le nucléaire reste l'énergie la moins chère**. La grande hypocrisie de la coalition PS/Verts est de pointer les investissements nécessaires au développement du nucléaire en nous faisant croire que ni l'éolien, ni le solaire n'auraient besoin d'investissements ! Il s'agit d'une escroquerie intellectuelle : **l'éolien terrestre est 4 fois plus cher que le nucléaire, l'éolien « offshore » 8 fois plus et le solaire photovoltaïque 15 fois plus**. Critiquer le coût des investissements nécessaires pour la qualité et la sûreté nucléaires sans dévoiler le coût du développement généralisé des énergies alternatives relève donc de la malhonnêteté intellectuelle.
- **Le nucléaire assure notre indépendance énergétique** : grâce au nucléaire, nous avons un **taux d'indépendance énergétique de 50% contre 25% en 1973**. C'est ainsi que nous ne dépendons pas du gaz russe ou du pétrole saoudien.
- **Le nucléaire est une manne à compétitivité** : le bas prix de l'électricité en France pour les entreprises (1,5 fois moins chère qu'en Allemagne) est un élément d'attractivité qui est très apprécié par les industriels, grands consommateurs d'électricité. A l'heure où chacun vante le « made in France », il serait paradoxal de se priver d'une énergie qui assure un très bas prix de l'électricité, soit un élément décisif dans la lutte contre les délocalisations.
- **La France est leader mondial** dans le secteur du nucléaire, qui regroupe près de 400 000 emplois directs et indirects. Vouloir le démanteler, c'est préparer le plus grand plan de licenciement jamais opéré en France.
- **Le nucléaire est écologique** : La France fait partie, en termes d'émissions de CO2, des **trois meilleurs pays de l'OCDE, avec 8 tonnes par habitant et par an** (contre plus de 20 t/hab/an pour les Etats-Unis et 12t en Europe). Pourquoi vouloir remplacer le nucléaire au nom de l'idéologie verte alors que c'est une énergie propre ?

### **3) Les adversaires déclarés du nucléaire ont essayé de manipuler ce rapport à des fins politiciennes grossières :**

L'exercice auquel s'est livré la Cour des comptes, présidée par un membre de l'opposition, Didier Migaud, est impartial. Il est dommage de voir comment les opposants déclarés au nucléaire ont tenté de dénaturer ce rapport pour soutenir leurs positions :

- **Eva Joly**, s'est exprimée avant même la sortie officielle du rapport : **« c'est un rapport qui va bouleverser l'idée que l'énergie nucléaire est une énergie pas chère. Nous aurons un document vérité »** « D'ores et déjà, par les fuites, ce rapport souligne combien la position actuelle qui est de choisir de ne pas sortir du nucléaire et de maintenir le nucléaire en même temps qu'on monte les énergies renouvelables, combien cela est coûteux ».

- **François Brottes**, député PS, en charge des questions énergétiques pour **François Hollande** : « *ce rapport [...] conforte donc la position de François Hollande, qui s'engage sur les économies d'énergie, dans l'habitat notamment, et sur le lancement des filières du renouvelable quand le gros du parc aura atteint les 40 ans.* »
- ⇒ **Ces déclarations sont proches de l'escroquerie intellectuelle. La vérité des chiffres, publiés par la Cour des Comptes et le CEA, ne trompe pas : aujourd'hui ceux qui disent qu'il existe une alternative économiquement, écologiquement, industriellement crédible au nucléaire ne disent pas la vérité.**

#### **4) Au lieu de militer pour le démantèlement du nucléaire, il faut agir pour assurer la pérennité de notre approvisionnement énergétique sur le long terme.**

- **Alors que les énergies fossiles (pétrole, gaz) se raréfient, il serait irresponsable et absurde de renoncer à l'alternative propre et bon marché du nucléaire** : en renonçant à 1/3 de notre production nucléaire, comme le veut François Hollande, nous serions obligés d'acheter pour environ 7 milliards d'euros d'énergie par an à l'étranger. La facture ne peut que s'alourdir avec le temps alors que les prix de l'énergie vont grimper avec une demande énergétique qui va croître de 30-40% dans le monde au cours des 20 prochaines années.
- Il faut donc dépasser les dogmatismes dont la gauche est prisonnière, **l'énergie nucléaire et les énergies alternatives ne s'opposent pas, elles sont complémentaires.** C'est la diversification des sources d'énergies qui permettra une lutte efficace contre le réchauffement climatique, qui assurera un tarif raisonnable pour les Français et qui garantira l'indépendance énergétique de la France.
- **L'avenir est à un mix énergétique équilibré associant énergies renouvelables et énergie nucléaire.** C'est pour cela que, contrairement à l'alliance PS/Verts qui a fait du nucléaire un ennemi, nous voulons continuer à investir dans le nucléaire, en modernisant nos centrales et en faisant le pari de l'avenir avec les EPR, tout en développant les énergies renouvelables. La part des énergies renouvelables a d'ailleurs progressé de 33% depuis 2008, grâce aux décisions prises lors du Grenelle de l'Environnement.